

M. J. H. BLACKMORE (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, au cours de mes déplacements en Canada cette année, je me suis rendu compte que le sentiment qui prédomine tant chez les habitants des villes que des campagnes, c'est que la démocratie est une faillite; et les plus grandes démocraties sont celles où la faillite est la plus lamentable. Je prétends, sans dire que j'approuve ou désapprouve cette déclaration, que ce Parlement doit tout d'abord faire en sorte que la démocratie ne soit pas une faillite, mais un succès.

Pourquoi est-on d'avis que la démocratie a fait faillite au Canada. L'honorable chef de l'opposition (M. Manion) nous a communiqué certains renseignements que l'on trouvera à la page 33 de l'édition non révisée du *hansard*. A mon avis, ces renseignements sont en quelque sorte un défi lancé à tous les honorables membres de cette Chambre. Il a dit que la superficie de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, réunie en un tout, n'était qu'un peu plus grande que la superficie de la province d'Ontario. Il a également indiqué qu'une population de 200 millions d'habitants était en quelque sorte enfermée dans ces trois pays, tandis que l'Ontario ne compte que 4 millions d'habitants. Si la province d'Ontario, sous la direction du gouvernement fédéral et du gouvernement de cette province, ne peut pas assurer un niveau de vie convenable à 4 millions de personnes, alors que les nations infortunées dont je vous ai parlé s'efforcent de subvenir aux besoins de 200 millions d'habitants, nous serons forcés de conclure qu'il y a un vice fondamental dans le genre de démocratie que nous essayons d'appliquer à ce Dominion. Pour vous donner une idée de la mesure de succès que nous obtenons, en Ontario et au Canada, je vous citerai une dépêche de Toronto de la *Canadian Press*, en date du 11 janvier, rapportant une déclaration faite par l'honorable M. Cross, ministre du Bien-être public en Ontario. En voici le texte:

L'honorable M. Cross déclara que les frais de secours de l'Ontario pour l'année 1939 dépasseraient de beaucoup les chiffres de 1938, à son avis, s'il n'y avait pas une amélioration prononcée dans le domaine des affaires au cours de la présente année.

Il calcule que d'ici la fin du mois courant environ 283,000 citoyens de l'Ontario toucheront des secours directs, tandis qu'il n'y en avait que 253,430 durant le même mois de l'année précédente. Les dépenses au cours de l'année financière 1938-1939, qui se termine le 31 mars, dépasseront celles de 1937-1938 par au moins un million de dollars, croit-on.

Ce qui m'étonne le plus, monsieur l'Orateur, c'est de constater qu'un si grand nombre de personnes qui occupent des postes élevés dans ce pays, qui sont assez à l'aise, ne semblent pas trouver qu'il y a lieu de s'alarmer

outre mesure de la présente situation, et ne semblent pas se rendre compte qu'ils ont certains devoirs à remplir du fait de l'existence de cette situation. La vérité est tout autre, à mon avis. Il n'en est pas moins évident que les gens doivent se rendre compte qu'il y a certainement un vice quelque part dans notre régime, eu égard à la richesse du Canada, au chiffre peu élevé de sa population, et à la situation déplorable et honteuse qui y existe.

Un livre intitulé *The Chart of Plenty*, publié par Harold Loeb, en 1935, sur la situation aux Etats-Unis, renferme certains renseignements qui sont de nature à indigner ceux qui en prennent connaissance. Il fait remarquer que sans apporter la moindre modification à l'outillage industriel des Etats-Unis, ce pays pourrait produire assez de denrées et de services pour fournir la somme de \$4,400 par année à chaque famille de ce pays. Toute personne portée à analyser la situation se demandera naturellement, "Pourquoi ne le fait-on pas?" Le bon sens le veut. Pourquoi ne le fait-on pas? Où est le vice qui empêche la chose?

Si les honorables députés veulent bien puiser dans leur bagage de connaissances géographiques ils découvriront une chose renversante. Les chefs qui ont dirigé la destinée des habitants de langue anglaise de ce monde leur ont donné le contrôle de presque toutes les régions d'une certaine valeur sur le globe terrestre. Il n'y a presque pas de coins du globe habités par des personnes d'origine britannique qui ne renferment pas plus de richesses que ces gens ont pu, jusqu'à présent du moins, en utiliser. Et cependant dans tous les pays, et peut-être au Canada plus qu'ailleurs, existent des souffrances lamentables, ce défaut de savoir en profiter pour une raison ou pour une autre et de permettre au peuple de se servir de cette richesse.

Je n'ai pas l'intention de passer mon temps en récriminations. Nous en avons trop vu hier et une trop forte dose finit par nous dégoûter. Je désire, toutefois, faire observer qu'à mon avis, à titre de représentant d'une importante circonscription du pays, à peu près tout ce que font les membres des deux vieux partis une fois rendus à la Chambre, c'est de discuter sur le tarif et le commerce. Dès que nous exposons une idée au sujet du commerce, un enthousiaste étourdi se lève immédiatement et croit que les membres du groupe du crédit social n'ont pas confiance dans le commerce, et un tas de choses absurdes de ce genre. Faire de telles affirmations est malhonnête. Je dirai, cependant, que si le commerce devait résoudre le problème qui se pose dans notre pays et dans